

## LEUR GUERRE TOTALE / NOTRE BATAILLE DU RAIL

Oui, c'est bel et bien une guerre qui est en cours : une « guerre éclair » dans une « guerre totale » qui est d'abord une « guerre sociale » ! Cette guerre, ce sont les capitalistes qui la décident, la conduisent. Elle est l'unique recours pour tenter de sauver leur absurde système de spoliation généralisée par l'exploitation des travailleurs, où la maximisation des profits règne en logique absolue. Car leur système fonctionne tellement mal qu'il est en passe de s'effondrer, comme l'a montré la crise de 2008. Et s'il déraile, c'est parce que la dynamique du capital ne répond aux besoins de l'humanité qu'à condition qu'il y ait de l'argent à la clef. Pire : s'il est possible de se faire du fric en misant sur la destruction, parce que cela est plus simple et/ou plus juteux, cette option est retenue. Ainsi, il est plus rentable, à l'échelle mondiale de réduire les salaires, spéculer, vendre des armes, saccager la nature que de généraliser la protection sociale, éradiquer la faim, permettre à chacun de se loger, garantir des structures de santé pour tous, une éducation gratuite de qualité, des transports publics accessibles et non polluants. Pourtant, le capitalisme ne peut se passer des travailleurs, c'est eux qu'il détrouse, pas les machines, c'est eux aussi qu'il doit faire consommer pour écouler ses marchandises. C'est une contradiction : plus il se développe, plus le capitalisme s'essouffle, plus il doit détruire son environnement humain et matériel pour reconstruire, relancer ses profits.

A l'encontre de la constante propagande des dominants qui nous explique que nous ne serions pas suffisamment adaptés (parce que trop « feignants », « violents », « mal formés », « coûteux », « nombreux »...) à l'économie, c'est en réalité l'économie qui est inapte à répondre aux besoins sociaux. Cette situation ne date pas d'aujourd'hui mais elle s'aggrave, la voracité du capital étant, par définition, insatiable puisque tout patron qui ne gagne pas des parts de marché est condamné à disparaître. Dorénavant nous sommes parvenus à un point où plus rien ni personne ne doit échapper à la dictature inhumaine du profit. Cette folie peut se saisir immédiatement à l'aune des politiques d'austérité en Espagne, Italie, Grèce, Portugal, appliquées dès après le krach mondial de 2008 : alors qu'un énorme choc boursier venait de démontrer que 30 ans de « libéralisation » de « l'économie » avait entraîné la ruine pour beaucoup de gens, les gouvernements aux ordres des multinationales ont choisi de poursuivre brutalement dans cette même lancée. Les profits ont été privatisés et les pertes socialisées. Autrement dit, les pauvres ont dû payer de leurs maigres poches les exactions des rapaces capitalistes. En France, l'État a versé 390 milliards d'euros aux banques en guise de plan de sauvetage en 2009. Une garantie que seul le contribuable a assurée. À présent, Macron et consorts évoquent la « dette insoutenable » de la SNCF pour justifier sa privatisation. Quel foutage de gueule : la dette publique pose problème pour le service public ferroviaire mais aucunement quand elle couvre les banques ! Pour tuer son chien, on l'accuse d'avoir la rage ! Car les reproches faits à la SNCF et surtout à ses employés aujourd'hui, avec le rapport Spinetta, couronnent plusieurs années de sabotage de cette entreprise publique : désinvestissement, explosion de la dette par report de coûts, précarisation rampante de la main d'œuvre, séparation entre diverses entités juridiques et comptables, accidents à répétition pointés par des campagnes de discrédit médiatique. Il s'agit là encore de justifier le pillage du plus grand nombre, le transfert de l'argent public au privé, c'est-à-dire la guerre sociale. Comme dans toute l'Union européenne, ce qui reste des services publics en France doit être livré à la goinfrerie des transnationales : Éducation, hôpitaux, retraites, transports... Partout, le travail doit être flexibilisé, précarisé, intensifié, mal payé.

La guerre totale capitaliste ne tolère aucun obstacle que pourrait constituer un droit, un acquis social. C'est pourquoi, elle s'attaque au statut des cheminots. Pour ce faire, elle se fait « guerre éclair », de triste mémoire, en recourant à la mécanique rapide des ordonnances, déjà utilisée pour liquider, il y a peu, le code du travail. Macron et sa clique de gros bourgeois veulent provoquer le « choc et l'effroi » : ils prennent de cours les travailleurs de la SNCF par une attaque d'une violence inédite. De plus, en frappant les cheminots, le gouvernement sait qu'il agresse le cœur du symbole de la combativité du prolétariat de ce pays. En le mettant au pas, c'est cette combativité qu'il veut écraser dans toutes les têtes des travailleurs. Cette optique veut que chacun renonce à la solidarité de classe, se résigne au « chacun pour soi », à une vie rythmée aux cadences marchandes, où la peur côtoie la frustration, la bêtise, la pauvreté et la tyrannie. Une perspective qui nous jette donc dans la guerre sociale intérieure et, pourquoi pas, dans la guerre tout cours, vers l'extérieur, la programmation de 300 milliards d'euros sous forme de dépenses militaires promise par Macron d'ici 2024 en est l'inquiétant signe.

Le capitalisme qui occupe nos vies a choisi de lancer une guerre éclair contre les cheminots, les salariés du rail, volet de sa guerre de survie, sa guerre totale. Il faut lui montrer qu'à ce degré d'aggravation de sa logique destructrice, que sur cette ligne de front qu'il ouvre à la SNCF, il vient se heurter à un roc, il vient malencontreusement d'actionner le sursaut de la grande résistance, il vient de déclencher la bataille du rail ! Une bataille que nous pourrions transformer en guerre de reconquête de nos vies sur le capital si nous savons nous mobiliser : CHEMINOTS, USAGERS, MEME COMBAT. LA BATAILLE DU RAIL SERA LE DÉBUT DE LA GRANDE GREVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE, UNITAIRE, ATTENDUE DEPUIS TROP LONGTEMPS. FAISONS CIRCULER CE TEXTE, ORGANISONS LES CAISSES DE GREVES. MONTONS DES COLLECTIFS D'USAGERS SOLIDAIRES DES CHEMINOTS. BLOQUONS TOUT !